

## FLN : LES CONTESTATAIRES SE DOTENT D'UNE NOUVELLE STRUCTURE

## Trois actions en justice contre Amar Saâdani

**Les contestataires de Amar Saâdani se réorganisent et se dotent d'une nouvelle structure : «L'instance exécutive de la direction unifiée du FLN». Elle est composée de 21 membres et vient en remplacement du «bureau politique que je présidais», nous confiera le chef de file des contestataires, Abderrahmane Belayat. On y retrouve aussi des membres du mouvement de redressement ainsi que d'autres ayant fait partie de l'aile conduite par Abdelkrim Abada.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Cette nouvelle structure tient sa première réunion, aujourd'hui mercredi au siège national des contestataires, la fameuse villa d'El Biar.

«Nous allons examiner plusieurs points inscrits à l'ordre du jour de la réunion et qui sont l'obligation de la convocation de la deuxième session du comité central pour l'année 2014, tous les actes commis en infraction des statuts du parti comme la création de nouvelles mouhafadhas ou la

mise à l'écart de la commission de discipline que lui-même (Amar Saâdani ndlr) remplace désormais et, enfin, les suspensions injustes contre deux députés et un sénateur du parti. Il y a également la question du congrès du parti et dont le mandat a expiré». C'est ce que nous déclare Abderrahmane Belayat qui tenait à commenter, avec son habituelle note d'humour, les dernières déclarations de Amar Saâdani. «Je ne vois pas où est le rapport entre la révision de la Constitution et cet individu.



Photo : Samir Sid

**Plusieurs griefs sont retenus contre Saâdani.**

Pour la révision de la Constitution, tout comme tout ce qui concerne l'activité officielle de l'Etat, il y a des institutions, des instances offi-

cielles pour s'en occuper. Cela pourrait être la présidence, le gouvernement, le ministère de l'Intérieur, celui des Affaires étran-

gères, en tout cas pas ce genre de "voyeur" ! Il y a un dicton en arabe qui dit, en gros d'ailleurs, que les voyeurs ont toujours tort même lorsqu'ils ont raison !».

Belayat commentait ici les déclarations de Saâdani qui prévoyait la révision de la Constitution pour après avril prochain et qui excluait la convocation du congrès pour après cette échéance.

«Voilà d'ailleurs une autre violation des statuts : il ne lui appartient pas de convoquer le congrès. C'est une prérogative qui appartient au seul comité central».

Tous ces griefs feront par ailleurs l'objet de «trois actions en justice que nous allons introduire prochainement contre Amar Saâdani pour viol des statuts du parti, occupation indue des locaux du parti, etc.».

K. A.

## DANS UNE INTERVIEW À L'APS

## Sellal se veut rassurant

**Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, veut manifestement atténuer l'impact de ses déclarations précédentes à propos des mesures d'urgence prises lors de la réunion de crise du 23 décembre dernier, particulièrement s'agissant du gel des recrutements dans la Fonction publique. C'est ce qui explique l'interview qu'il a accordée, hier mardi, à l'agence officielle APS et dont toute la substance est destinée à rassurer et, donc, à anticiper toute velléité de contestation sociale.**

«La baisse brutale des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux a induit une réaction rapide du gouvernement pour évaluer les impacts de ces fluctuations et élaborer des scénarios budgétaires permettant la poursuite du développement économique du pays et le maintien de l'effort de l'Etat dans les secteurs importants», commencera par affirmer Sellal pour mieux situer le contexte.

«Suite à la réunion restreinte du 23 décembre 2014 présidée par le chef de l'Etat, des mesures précises de réajustement ont été prises et devront connaître une mise en œuvre diligente pour la réalisation du programme quinquennal d'investissement, la rationalisation de la dépense publique, la maîtrise du commerce extérieur et des flux de capitaux ainsi que la dynamisation et le développement des secteurs de l'industrie, de la pétrochimie, de l'agriculture, du tourisme et des nouvelles technologies de l'information et de la communication», rappellera-t-il encore avant de lancer les messages clés qui ont motivé cette sortie médiatique du chef de l'Exécutif.

En premier lieu, celui-ci dira : «Je tiens à préciser à ce titre, que les chantiers de diversification de l'économie nationale, de modernisation des services publics et d'amélioration d'exécution de la dépense publique ont été engagés bien avant les replis du marché mondial des hydrocarbures.» Puis, surtout «que les directives de Son Excellence Monsieur le Président de la République étaient très claires s'agissant de l'impératif de maintien de l'effort de l'Etat en matière d'action sociale et de poursuite des programmes dans les domaines du logement, de la santé, de l'éducation nationale, des services de l'eau et de l'énergie et de tout ce qui concourt au bien-être des citoyennes et des citoyens».

Plus concrètement, le Premier ministre s'attardera sur la question de l'emploi. «Les différents mécanismes et dispositifs d'aide à l'emploi et à la création d'activités par les jeunes promoteurs sont maintenus car il



Photo : NewPress

**Sellal adopte une démarche préventive et prudentielle.**

donne d'excellents résultats». Il s'agit des dispositifs Ansej, Cnac, et Angem. «Je rassure également, poursuivra Sellal, que la décision de différer les recrutements de la Fonction publique dans certains domaines non prioritaires, ne concernera pas des secteurs socio-économiques importants comme l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et la santé, où il est prévu, au contraire, un renforcement de l'encadrement».

Choissant bien ses mots, évitant notamment tout propos alarmiste comme celui de l'austérité, Sellal ajoutera «qu'en résumé, il s'agit sans ralentir le rythme du développement socio-économique, d'adopter une démarche préventive et prudentielle qui pérennisera la solidité de l'économie nationale et lui évitera tout recours à des ressources financières extérieures, en cas d'étalement dans le temps, de cette séquence baissière

des prix des hydrocarbures».

Pour le chef de l'Exécutif, l'Algérie dispose «d'une marge de manœuvre économique appréciable» après avoir «consolidé ses indicateurs macro-économiques notamment en matière de dette et de réserves de changes». Et malgré cette sévère crise qui frappe les marchés pétroliers, le Premier ministre maintient que, «notre objectif est d'opérer la mue de notre économie vers la production et la création de richesses pour réaliser une croissance annuelle de 7%».

Mieux encore, il ajoutera que «nous avons le potentiel pour réaliser une croissance plus forte et durable, mais il nous faut d'abord nous départir du pessimisme ambiant. Nous devons avoir de l'ambition pour le pays et nous projeter dans le futur en valorisant nos avantages et atouts et en opérant les réformes nécessaires».

Au plan international, régional plus précisément, Sellal affirmera que «dans un contexte tendu et bouleversé, l'Algérie défendra ses acquis (...), elle poursuivra sa lutte implacable contre le terrorisme et ses efforts de sécurisation de ses frontières». Il réitérera à l'occasion les positions de l'Algérie par rapport aux crises libyenne et malienne.

K. A.

## L'ASSOCIATION MACHAÂL ECH-CHAHID FAIT APPEL AUX AUTORITÉS :

## Il faut baptiser des institutions et des places publiques dans la capitale de noms de révolutionnaires targuis

**L'association Machaâl Ech-Chahid appelle les autorités à baptiser des institutions et des places publiques dans la capitale de noms de révolutionnaires targuis. En hommage, explique-t-on, au rôle qu'ils ont joué durant la guerre de Libération pour préserver le Sahara du colonialisme français.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Le sud de l'Algérie a été lui aussi un champ de bataille durant la guerre de Libération. L'association Machaâl Chahid a saisi l'occasion de la commémoration du neuvième anniversaire du décès de Moussa Akhamoukh, moudjahid et ancien chef des tribus touaregs dans le Hoggar, pour évoquer le rôle des Targuis durant la guerre de Libération nationale.

Selon Lahcen Zeghidi, historien et enseignant à l'université d'Alger, les Touaregs étaient dans la résistance depuis 1881. Selon lui, «22 insurrections ont été déclenchées dans les régions du

Tassili et du Hoggar pendant 39 ans de résistance face au colonialisme français, soit de 1881 à 1920».

La région, dit-il, a vécu pendant plusieurs années dans l'isolement sans aucun contact avec le nord du pays. En 1955 un responsable targui, poursuit l'historien, a rencontré l'ancien président Ben Bella et lui a parlé de l'absence d'armes dans la région.

En 1956, la région a été équipée en armes et la première cellule du FLN a été installée à Tamanrasset, conduite par El Hadj Moussa Akhamoukh. Selon l'intervenant, «la région du sud était très

stratégique pour la France en raison de ses richesses naturelles, de son importance géographique comprenant sept pays du Sahel africain et elle était aussi une région stratégique du côté militaire pour les essais nucléaires». Mais le Sahara a surtout, dit-il, attiré l'attention des Français après les manifestations du 11 décembre 1960 et la déclaration des Nations-unies du 14 décembre de la même année concernant le droit des peuples à l'autodétermination.

C'est à partir de là, rappelle le conférencier, que de Gaulle a commencé à comploter pour diviser l'Algérie en deux, le Nord et le Sud. Selon lui «des négociations ont été entamées à Tamanrasset à ce sujet mais la proposition a eu un refus catégorique de la part de Bey Akhamoukh, à qui on a proposé le statut de roi dans la région».

De Gaulle ne désespère pas cependant, de la situation et tente

une nouvelle fois de convaincre Akhamoukh de son idée. Il invita ainsi en 1961 les frères Bey et Moussa Akhamoukh à Paris pour participer aux festivités du 14 juillet. Un avion est venu les chercher et une fois sur place, de Gaulle en profite pour réitérer sa proposition. Moussa Akhamoukh lui signifia une nouvelle fois son refus et répondit, selon le conférencier : «Je ne suis pas habilité à parler des affaires de l'Algérie, je suis ici pour les festivités et je ne dépasserai pas ce cadre».

L'association Machaâl Chahid a ainsi rappelé que les Touaregs ont réussi à préserver le Sud algérien du colonialisme. Elle lance un appel aux autorités pour rendre hommage aux révolutionnaires de la région et baptiser des institutions et autres structures et places publiques dans la capitale de leurs noms.

S. A.